



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire



Déclaration sur la politique de coopération luxembourgeoise

présenté par

Monsieur Franz FAYOT,
Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

À la Chambre des députés
le 17 novembre 2021

Seul le discours prononcé fait foi

Monsieur le Président,

Chers membres du Parlement,

Mesdames et Messieurs,

INTRODUCTION - SITUATION POST-COVID

Dans le cadre de ma déclaration de l'année dernière, nous avons longuement discuté de la pandémie COVID-19 et de ses lourdes conséquences pour les humains dans le monde entier. Aujourd'hui, nous entrevoyons la lumière au bout du tunnel. Nous n'en avons pas fini, mais nous sommes mieux préparés aux prochaines vagues et la croissance rebondit et nous jouissons d'une situation financière et institutionnelle solide pour pouvoir relancer notre économie et mener à bien nos campagnes de vaccination. Mais pour certains pays, cette lumière est plus intense que pour d'autres. De nombreux pays en développement ne bénéficient toujours pas d'un accès adéquat aux vaccins et leur relance économique reste faible.

La pandémie a entraîné d'importantes détériorations en termes de pauvreté, d'accès à l'éducation, de crise alimentaire et de sécurité, entre autres. N'oublions pas que plus de 100 millions de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté et près de 250 millions de personnes ont perdu leur emploi (source Banque mondiale) en raison de la pandémie. Sans parler des millions d'enfants, qui n'ont pas pu et ne peuvent toujours pas fréquenter l'école dans nombre de pays. Si déjà pour nous, l'enseignement à distance a relevé d'un vrai défi, vous pouvez imaginer ce que cela implique dans les pays où les élèves n'ont pas accès à des ordinateurs ou tablettes et n'ont souvent pas ou peu de connexion, et pire encore, sont

confinés dans des conditions misérables. Je n'oublierai jamais la grande joie des enfants syriens et palestiniens réfugiés à Amman, lorsqu'en septembre, ils ont enfin pu retourner à l'école.

1) UN EXEMPLE : LE SÉNÉGAL

Si le **confinement** a déjà été éprouvant pour nous, imaginez les conséquences d'un tel confinement pour les personnes dépendant d'une « économie de survie », dont les revenus du jour permettent de subvenir aux besoins alimentaires au quotidien.

En début de pandémie, le **Sénégal**, par exemple, a été secoué par une révolte à l'issue de 3 semaines de confinement. Des milliers de personnes seraient mortes de faim, si elles n'avaient pas pu sortir. « Ils se lèvent le matin et partent chercher à manger », m'expliquait le responsable d'une ONG lors de ma visite au Sénégal, il y a deux semaines. D'autres partagent un logement ou une chambre à coucher : les uns y logent la nuit et vont travailler le jour, les autres travaillent la nuit et ont besoin de ce même appartement ou lit la journée. Il n'y a tout simplement pas assez de place pour se retrouver confiné ensemble, sous le même toit.

Le taux d'infections est heureusement relativement bas au Sénégal, ce qui a permis au gouvernement de lever rapidement le confinement. Lors de ma récente visite, nous avons pu réaffirmer nos bonnes relations avec le Sénégal dans le cadre d'une Commission de partenariat, tout en annonçant une aide directe supplémentaire à hauteur de 2 MEUR. Cet appui permet notamment de consolider notre collaboration avec le SAMU sénégalais et avec

deux infrastructures historiques de la Coopération luxembourgeoise au Sénégal, le Centre hospitalier Abass Ndao et le Lycée technique de Thiès. À l'occasion de cette visite, j'ai pu constater de visu la pertinence de notre engagement axé sur les domaines de la santé, de la formation et de l'insertion professionnelle au Sénégal. J'ai également pu inaugurer le Centre régional de prise en charge holistique des victimes des violences sexuelles à Ziguinchor, au sud du Sénégal, construit conjointement par l'ONG luxembourgeoise SANACCESS et l'ONG ouest-africaine ENDA Santé, avec le soutien du Luxembourg. La visite m'a également permis de discuter avec le Président Macky Sall de l'avenir de notre coopération et de la situation générale dans la région.

2) UNE SITUATION EN DÉCLIN DANS DE NOMBREUX PAYS

Alors que le Sénégal est un phare de stabilité dans une région instable, force est de constater que **dans de nombreux pays, la situation ne s'améliore pas, bien au contraire**. La situation sécuritaire au **Sahel** continue de se détériorer, rendant notre coopération sur place très difficile. J'y reviendrai ultérieurement. Mais les **crises et conflits** se multiplient ailleurs également. Les élections du 7 novembre au **Nicaragua**, par exemple, ne peuvent être prises au sérieux, au **Myanmar**, la violence et le chaos sévissent depuis le putsch d'il y a dix mois, et en **Éthiopie**, le conflit se durcit. La semaine dernière, 16 collaborateurs locaux de l'ONU ont été détenus par les autorités éthiopiennes. La situation est telle que nous avons été contraints, tout comme les États-Unis et d'autres partenaires, de rapatrier notre personnel dit « non essentiel » de l'ambassade d'Addis-Abeba. Concrètement, cela signifie que notre agent de la coopération est rentré au Luxembourg, et que seul notre chargé d'affaires est resté sur place (mise au point éventuelle la semaine prochaine).

Au **Myanmar**, nous avons suspendu notre coopération bilatérale et fermé les bureaux de notre agence LuxDev. Depuis, notre soutien au Myanmar se limite à des projets humanitaires pour subvenir aux besoins de la population locale.

Au **Nicaragua**, où la coopération bilatérale est interrompue depuis 2019 déjà, les violations répétées des droits humains sont de plus en plus inquiétantes. Le Luxembourg et ses partenaires européens condamnent fermement le déroulement des récentes élections présidentielles et législatives et ne reconnaissant pas les résultats en ce sens. C'est pourquoi nous prévoyons de ne plus avoir d'agent de la coopération sur place au début de l'année prochaine et travaillerons à une approche plus régionale en Amérique centrale. Au Nicaragua, nous souhaitons cependant poursuivre notre soutien à nos partenaires multilatéraux et à nos ONG qui bénéficient directement à la population locale.

Mais au-delà des situations de conflit, la **crise climatique** continue de jouer un rôle de plus en plus important. Le changement climatique constitue une réelle menace pour tous les aspects de notre société, et le phénomène ne cessera de s'aggraver à l'avenir.

Dans le cadre de la **COP26**, qui s'est déroulée à Glasgow la semaine dernière, les pays en développement, qui sont à la fois les plus vulnérables et les premiers concernés par le changement climatique, ont envoyé un message fort: pour pouvoir réagir à la crise environnementale et climatique, ils ont besoin d'une aide d'urgence. Nous sommes dans le devoir d'agir.

3) « NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE » ET VISER UN DÉVELOPPEMENT PLUS VERT, PLUS RÉSILIENT ET PLUS INCLUSIF

Mesdames et Messieurs,

Nous constatons que les plus pauvres et les plus vulnérables sont les plus exposés à de telles situations. Le slogan « **Ne laisser personne pour compte** » (*« Leave no one behind »*) des objectifs de développement durable (ODD) de notre stratégie de coopération semble donc plus pertinent que jamais et guidera notre stratégie de coopération actuelle et future.

Mais que signifie « **ne laisser personne pour compte** » en temps de maladies et de pandémies ? À une époque marquée par le changement climatique et les conflits ? À une époque, où les inégalités entre les pays, mais aussi les inégalités sociales et de genre se creusent ? Concrètement, cela signifie que nous devons repenser nos politiques et actions stratégiques de manière à en faire bénéficier les personnes qui en ont le plus besoin et à mieux soutenir les plus vulnérables. Nos priorités géographiques et thématiques restent pertinentes, mais nous devons viser un **développement plus vert (durable), plus résilient et plus inclusif**.

4) COMMENT Y PARVENIR ? NOUVELLES STRATÉGIES, DROITS HUMAINS ET COHÉRENCE DES POLITIQUES

Dans cette perspective, nous avons lancé en mai de cette année trois nouvelles stratégies à l'occasion des Assises de la Coopération, toutes élaborées en étroite collaboration avec les partenaires concernés dans les domaines de l'environnement et du climat, de l'égalité des genres et de la finance innovante et inclusive. Ces trois stratégies sont évidemment pas des

stratégies indépendantes, elles s'inscrivent dans notre stratégie générale, et nous aident à la mettre en œuvre.

Étant l'un des rares pays à poursuivre une **politique étrangère féministe**, le Luxembourg défend sans relâche **les droits et la dignité des genres** dans les différentes commissions et s'engage dans la lutte contre toutes les formes de discriminations et d'inégalités. Tous ces éléments font partie des axes prioritaires autour desquels s'articulera le mandat du Luxembourg au Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour la période de 2022 à 2024.

Notamment dans les environnements fragiles et conflictuels, les jeunes filles et les femmes continuent à être particulièrement en proie à l'exclusion politique, sociale, économique ou liée au changement climatique. Dans le contexte actuel difficile lié à la pandémie, il est d'autant plus important de défendre et de protéger les droits des femmes de manière durable. C'est pourquoi ce thème est placé au centre des activités de la Coopération luxembourgeoise et constitue un moyen d'action pour lutter contre la pauvreté dans tous nos pays partenaires et projets à l'étranger.

Notre stratégie consiste à adopter une approche évolutive de l'égalité des genres dans tous les domaines. Il s'agit désormais d'élaborer un plan d'action interne pour permettre la mise en place de lignes directrices. Nous travaillons par ailleurs à la conception d'outils concrets pour soutenir nos différents acteurs dans la mise en œuvre de notre nouvelle stratégie transversale.

L'initiative « **Education Plus** » est un exemple concret de projet réalisé en Afrique subsaharienne avec le soutien du Luxembourg et d'ONUSIDA, pour promouvoir les droits et l'éducation à la santé et au bien-être et l'émancipation des femmes et des jeunes filles. Dans ce cadre, nous avons cofinancé, il y a deux semaines, la première conférence pour l'Afrique centrale et de l'Ouest au Sénégal, en coopération avec ONUSIDA et ENDA Santé.

Dans le contexte du changement climatique, nous avons revu à la hausse les ambitions de notre politique de coopération. D'une part, nous avons validé une nouvelle **stratégie environnementale** et climatique lors des Assises. D'autre part, nous souhaitons renforcer notre coopération avec le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable qui offre un soutien supplémentaire via le Fonds climat, dans le but de promouvoir des initiatives prometteuses dans le domaine environnemental dans les pays en développement.

Il est impératif de considérer systématiquement les liens entre le changement climatique, les inégalités de genre et les questions d'ordre économique et social, pour pouvoir construire des sociétés plus résilientes. Lorsque nous élaborons des projets dans le domaine de l'eau ou de l'agriculture, par exemple, nous devons veiller à ce que ces projets soient adaptés au contexte climatique, même dans 10 ans. Ou dans un projet lié à l'éducation, nous devons garantir que les infrastructures puissent résister aux conditions climatiques, et que les conditions de vie des populations locales soient telles qu'elles permettent un accès à l'école.

De manière concrète, notre stratégie vise à placer d'ici 2030 toutes les activités de la Coopération dans une dynamique de développement durable, renouvelable et résilient. Nous travaillons actuellement également à l'élaboration d'un plan d'action et d'outils afin d'équiper tous les acteurs de la Coopération luxembourgeoise des moyens nécessaires pour garantir la durabilité de nos activités, aussi bien au niveau national que sur le terrain. Ce changement de paradigme vers une approche plus durable est un processus long, mais urgent. La Coopération est fermement décidée à avancer sur cette voie.

Les **droits humains** et la gouvernance jouent également un rôle essentiel en matière de développement. Permettez-moi d'aborder brièvement la thématique des droits humains dans les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Comme vous le savez, les droits humains s'inscrivent dans les priorités transversales qui guident notre stratégie de coopération, à même titre que l'égalité des genres et le respect de l'environnement.

Pour répondre à ces priorités, la situation des droits de l'homme dans nos pays partenaires est abordée au niveau bilatéral, notamment dans le cadre d'échanges politiques structurés ou lors de forums multilatéraux, comme avec l'UE ou dans le contexte de l'Examen périodique universel (EPU) du Comité des droits de l'homme, dans lequel le Luxembourg a récemment été élu pour un mandat de deux ans. Dans cette optique, nous continuerons à évoquer la situation des droits humains avec nos pays partenaires et à travailler de manière constructive avec eux pour trouver des solutions. Dans le cadre de la campagne pour notre mandat au Conseil des droits de l'homme, nous avons également adopté des "engagements volontaires" à mettre en œuvre par un certain nombre d'acteurs.

Au-delà, je voudrais encore brièvement rappeler que l'essence de la Coopération (et des ODD) n'est rien d'autre que le renforcement et la mise en œuvre concrète des droits humains. C'est également l'essence des quatre principaux axes définissant notre stratégie générale : le respect des droits sociaux fondamentaux, l'intégration socio-économique, la gouvernance et la croissance durable et inclusive. C'est pourquoi nous promovons une approche axée sur les droits (« rights-based approach ») dans tous nos programmes indicatifs de coopération (PIC) récents et actuels. La lutte contre la pauvreté n'est pas envisageable sans le respect des droits humains, sociaux et économiques. Et c'est ce que nous faisons déjà dans notre politique de coopération.

Tous les droits humains sont liés, tout comme les 17 Objectifs de Développement Durable. C'est finalement une question de cohérences des politiques. Le succès d'une politique de coopération dépend des effets d'autres politiques, qui, de manière volontaire ou non, soutiennent ou freinent un développement durable.

Cette question de la cohérence me tient particulièrement à cœur, et je me réjouis du fait que nous avons considérablement avancé au cours des deux dernières années. Notre « approche-pays », que nous avons initiée au Cabo verde, se propage entretemps vers d'autres pays. J'y reviendrai plus tard. Mais même ici chez nous, il y a eu beaucoup d'évolution. Ensemble avec le MECDD, nous avons fait une étude avec l'OCDE pour voir comment renforcer la cohérence des politiques au Luxembourg. Celle-ci a été discutée dans des comités interministériels, ensemble avec la société civile, et certains éléments ont pu être intégrés dans le nouveau plan national pour le développement durable (PNDD). Le « Nohaltegkeets-Check »

luxembourgeois a par exemple fait l'objet de commentaires positifs de la part de l'OCDE, tout comme le soutien substantiel que nous allouons aux ONG pour être actives dans ce domaine.

5) UNE APPROCHE ALLIANT TRADITION ET INNOVATION

Tout est lié, comme vous pouvez le constater, ce qui exige une **approche holistique**. Pour viser un développement plus vert, plus résilient et plus inclusif, nous devons oser une **stratégie duale**.

D'une part, nous allons poursuivre et consolider notre **coopération traditionnelle** dans le domaine des services sociaux de base comme la santé, l'éducation ou l'accès à l'eau, notamment dans les pays les moins développés. D'autre part, nous mettrons davantage l'accent sur les **mécanismes financiers innovants et les nouvelles technologies**, afin de favoriser un développement plus vert et plus inclusif, et ceci également dans des pays dits « lower middle income countries » (pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure), comme le **Rwanda**, où j'étais en visite ce mois dans le cadre de la **SAM**, la Semaine africaine de la microfinance, organisée par l'ONG ADA et plusieurs réseaux de microfinances régionaux. Avec plus de 500 experts locaux qui s'y sont réunis pour la première fois depuis la pandémie, la SAM a été un grand succès et a clairement placé l'expertise luxembourgeoise en la matière sur le continent africain, comme il y a deux ans à Ouagadougou au Burkina Faso.

6) AVONS-NOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES ?

Afin d'être efficaces et d'avoir un réel impact, **nous devons nous en donner les moyens**, et cela tant au niveau des **ressources humaines** et de l'expertise, qu'au niveau des **budgets**. En

ce qui concerne les moyens financiers, c'est avec un grand soulagement que je peux vous dire aujourd'hui que **les difficultés de l'année dernière sont désormais derrière nous.**

Après une réduction forcée, en cours d'exercice, d'environ 43 millions d'euros de l'enveloppe de l'aide publique au développement (APD), due à la baisse du revenu national brut (RNB) encourue en 2020, la reprise est au rendez-vous cette année et les budgets augmentent de nouveau. Je tiens toutefois à rappeler que, même en temps de crise, l'objectif de 1% du RNB alloué à l'APD a pu être maintenu. Finalement, l'APD 2020 s'est élevée à **396 millions d'euros**, ce qui correspond à 1,03% du RNB.

Comme je l'avais déjà annoncé dans ma déclaration l'année dernière, nous avons veillé tout particulièrement à ce que les contraintes budgétaires ne se répercutent pas sur les ONG. Ainsi, les enveloppes destinées aux ONG luxembourgeoises n'ont pas été réduites, contrairement à ce qui a pu être dit de certaines parties. En 2020, la partie de l'APD mise en œuvre par les ONG s'élève à 17 % (25 % de l'APD bilatérale), par rapport à une moyenne de 15,5 % pour les années précédentes.

Dans ce contexte, il convient également de mentionner que lorsque la situation sur le terrain a empêché la poursuite de nos projets, le ministère s'est montré **flexible** et a permis à tous ses partenaires de redistribuer les fonds sur d'autres activités, notamment dans le but de lutter contre le coronavirus dans nos pays partenaires. Par conséquent, environ **70 millions d'euros** ont été accordés pour aider les pays en voie de développement à surmonter la crise.

Cette année, les prévisions de la STATEC concernant la situation économique sont plutôt positives. **Par conséquent pour 2021, l'APD se situera entre 455 et 461 millions d'euros**, toujours dans le but d'atteindre 1 % du RNB. Une croissance continue est également prévue pour les prochaines années et **les APD pourraient atteindre 476 millions d'euros en 2022**, un montant record pour la Coopération luxembourgeoise.

7) NOUS AVONS BESOIN DU SECTEUR PRIVÉ

Nous sommes ainsi en mesure de fournir une contribution importante. Par contre, si vous me demandez si cela est suffisant, la réponse est clairement non. En comparaison avec les milliers de milliards qui sont nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), notre contribution est relativement modeste. Dans cette optique, nous avons considérablement investi dans l'expertise au cours des deux dernières années. Notons par ailleurs que nous n'allons jamais réussir à atteindre les ODD sans l'aide du secteur privé, que ce soit dans le domaine financier ou celui de l'expertise et de l'innovation.

De nombreux efforts ont été déployés pour sensibiliser le secteur privé à investir dans des produits financiers durables et responsables. La participation du secteur privé, qui concerne mes deux ressorts, doit se faire dans le strict respect des règles et critères durables. Par exemple, il est primordial que nos partenaires respectent rigoureusement les droits humains. Le respect des droits de travail et des mesures environnementales est primordial.

Un exemple de ce genre de coopération est le Business Partnership Facility (BPF), où tous les partenaires doivent déclarer qu'ils se conforment au « devoir de diligence » s'ils veulent

bénéficier d'un cofinancement. Comme vous le savez, le Luxembourg met en œuvre actuellement la deuxième édition d'un plan national relatif au devoir de diligence. C'est le résultat d'une procédure inclusive, dans laquelle la société civile a été impliquée de façon systématique, notamment dans le cadre du Comité interministériel des droits de l'Homme. Sur le même sujet, nous assurons le suivi au niveau européen, où des discussions en cours pourraient aboutir à une solution européenne.

Dans ce domaine, la Coopération souhaite donner l'exemple et montrer les solutions de croissance durable et inclusive. Grâce aux BPF, nous soutenons depuis presque 5 ans des projets innovants qui contribuent au développement international. Grâce à cette coopération, 25 projets ont pu être lancés dans les domaines de la Fintech, de la mobilité et de la logistique, ainsi que de la CleanTech, de l'économie circulaire, de l'éco-innovation, et des technologies de l'information et de la communication.

Nous avons ainsi pu mobiliser des ressources supplémentaires pour les pays en voie de développement, permettre le transfert de technologies, créer des emplois sur le terrain et renforcer la coopération entre le Nord et le Sud, autant de mesures qui contribuent à notre objectif de croissance inclusive. J'ai l'intention de renforcer davantage la coopération avec le secteur privé, là où cela a un sens et dans le cadre de critères bien définis.

Nous avons de nombreux acteurs privés au Luxembourg disposant d'un savoir-faire unique ou qui produisent des produits dont nos pays partenaires ont grandement besoin. L'un de ces exemples est l'entreprise B-Medical, qui excelle dans le domaine de la chaîne médicale du

froid et dont les réfrigérateurs et glacières portables sont très demandés dans le monde entier depuis la COVID. Le lundi de la semaine passée, nous avons envoyé au Burkina Faso 50 réfrigérateurs dotés de panneaux solaires pour stocker les vaccins , dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'UE. Ces produits font cruellement défaut dans cette région, où seulement 1% de la population est vaccinée. Un point important pour moi (ainsi que pour le ministre Bausch) était le fait que ces réfrigérateurs ont été transportés par l'A400M luxembourgeois. Nous avons ainsi pu faire des économies, tout en renforçant l'impact et la visibilité du Luxembourg. Un bel exemple de la mise en œuvre de notre politique 3D.

Ce n'est qu'avec de telles solutions techniques et en collaboration avec différents acteurs que nous pourrons faire progresser les vaccinations au niveau mondial, sans quoi nous ne pourrons pas venir à bout de la pandémie.

8) COVAX & LE PARTAGE DES VACCINS

Permettez-moi dans ce contexte de faire le point sur nos contributions en matière de garantie de marché **COVAX** (COVAX AMC), que nous avons augmentées de 2 millions à 4 millions d'euros. Le dispositif COVAX finance l'achat de vaccins pour 92 pays en voie de développement éligibles. La semaine dernière, j'ai décidé une contribution supplémentaire, pour doubler notre soutien au COVAX, de manière à le porter à 4 millions d'euros.

En termes de contribution matérielle dans la lutte contre la pandémie, nous avons à ce jour transmis 400.000 doses de vaccins au mécanisme COVAX dans le cadre de « Team Europe ».

Concrètement, cela signifie que nous collaborons avec nos partenaires européens (par exemple sur le plan juridique) et que nous participons au COVAX en tant que « Team Europe ».

Pour être plus précis, nous avons fait don de 300.000 doses d'AstraZeneca qui seront distribuées à plusieurs pays partenaires, notamment où les besoins sont les plus importants et où elles peuvent être utilisées rapidement.

100.000 doses de Pfizer sont destinées au Vietnam, qui dispose des capacités nécessaires pour administrer ce vaccin, qui doit être réfrigéré à très basse température. Nous planifions en outre de mettre à disposition de nos pays partenaires des doses supplémentaires, notamment 10.000 doses du vaccin Moderna.

Outre notre participation au COVAX, la Coopération est également active au **niveau bilatéral**. Nous avons ainsi fait don de 56.000 doses d'AstraZeneca au Cap Vert. De cette manière, nous avons répondu directement à une demande du Cap Vert adressée au mécanisme de protection civile de l'UE. Nous avons également expédié du **matériel** dans ce contexte, notamment par un don de ventilateurs à la Tunisie ou encore les réfrigérateurs donnés au Burkina Faso, comme mentionné plus haut.

De manière générale, néanmoins, la campagne de vaccination accuse malheureusement encore des retards importants au niveau mondial. Les débats autour de la suspension des droits de brevet se sont quelque peu calmés, mais nous sommes malheureusement encore loin d'une répartition équitable des vaccins. Il est inacceptable que certaines compagnies

pharmaceutiques fassent de grands profits sur base de la recherche publique pendant que les habitants de pays pauvres n'aient pas accès à la vaccination. C'est pourquoi nous soutenons également d'autres initiatives de l'Union européenne pour la production de vaccins Covid-19. Et il y a déjà de premiers résultats positifs : BioNTech prévoit ainsi la construction de sites de production de vaccins à ARN messenger au Sénégal et au Rwanda.

Mais afin d'être mieux préparé face aux prochaines pandémies, il est tout aussi essentiel de renforcer et d'améliorer le système de santé au niveau international. Dans cette optique, les États membres de l'OMS travaillent sur un projet de traité international qui lierait juridiquement les États pour une gestion mondiale des pandémies.

9) « DIGITAL FOR DEVELOPMENT » & FINANCEMENT INNOVANT

Revenons au thème concernant un développement plus vert, plus résilient et plus inclusif et le « leave no one behind » (« Ne laisser personne pour compte »). Conjointement avec **le secteur des finances et le secteur privé**, **l'innovation** est un facteur essentiel dans ce domaine. Le but est de réagir non seulement aux changements et aux besoins actuels sur le terrain, mais d'accompagner et de façonner cette transformation de manière proactive.

La numérisation est un domaine particulièrement favorable au développement innovant et durable. La pandémie a entraîné une forte progression de la numérisation, y compris dans les pays en voie de développement. En jargon technique, on parle de « Digital for Development » et cela ne signifie rien d'autre que de créer un impact sur le terrain grâce à des solutions numériques, avec l'aide et l'expertise de nos partenaires. Dans le secteur dit **TIC/ICT**, le

Luxembourg peut se baser sur un écosystème local dynamique et innovant. Les nouvelles technologies sont particulièrement utiles dans le domaine de la finance/FinTech, de la médecine (e-health) ou dans la formation continue des jeunes (e-education).

Pour donner des exemples concrets, nous utilisons la technologie satellitaire pour mettre en relation des hôpitaux et des ONG avec des patients qui, autrement, n'auraient pas accès aux soins médicaux (SATMED). Nous soutenons les acteurs qui préconisent des produits financiers responsables et durables au moyen d'outils numériques comme les smartphones. À souligner qu'il s'agit de personnes qui, sans cela, n'auraient pas accès aux services financiers dits traditionnels (ADA). La formation continue dans le domaine du numérique est également importante pour nous, car dans un monde en réseau, nous avons besoin d'une main-d'œuvre bien formée. Nous tentons d'offrir aux gens une perspective et de les préparer à l'avenir et aux changements sur les marchés du travail souvent dynamiques des pays en développement (Luxways - Uni.lu).

Ce ne sont là que quelques exemples parmi d'autres. On peut cependant certainement souligner que, dans le domaine de la cybersécurité, nous aidons nos pays partenaires à relever les défis de la numérisation. Dans ce contexte, nous avons d'ores et déjà lancé un certain nombre d'initiatives, notamment avec un accent géographique sur l'Afrique. Ainsi, nous fournirons également les outils techniques nécessaires pour promouvoir la transformation numérique dans nos pays partenaires.

Mais une politique de coopération moderne se joue inévitablement aussi dans le domaine de la finance inclusive, basée sur des instruments financiers innovants et inclusifs contribuant à la promotion d'une aide au développement responsable.

Grâce à son expertise dans ce vaste microsysteme, le Luxembourg joue un rôle précurseur dans ce secteur. À titre d'exemple, on peut citer la Maison de la microfinance, qui réunit directement toute une série d'experts dans ce domaine, qui opèrent dans le monde entier.

Dans la Coopération au développement, les acteurs sont unanimes : les investissements durables sont une nécessité pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030. À l'échelle mondiale, il nous manque 2.500 milliards pour réaliser ces 17 objectifs, et ce par an !

Le Luxembourg dispose d'un grand potentiel dans ce domaine, c'est pourquoi il est important que nous continuions à promouvoir les outils financiers innovants, sur base de critères de qualité démontrables, évidemment. Citons ici l'exemple du label Luxflag, que nous soutenons conjointement avec le ministère des Finances et le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Plus spécifiquement, nous investissons, en collaboration avec des agences des Nations unies, des ONG, des acteurs bilatéraux, mais aussi des investisseurs privés, dans des instruments pour la promotion d'investissements ciblés qui ont un impact positif sur les objectifs de développement durable, comme le Fonds ABC dans l'agriculture, le Fond BUILD pour les

investissements dans les pays les moins avancés ou le BLOC SMART AFRICA pour les investissements dans les nouvelles technologies en Afrique.

10) NOUS AVONS BESOIN DE PARTENAIRES FORTS: UE, MULTI et ONG

Mesdames et Messieurs,

Nous ne pouvons pas surmonter les énormes défis à l'échelle mondiale seuls. Nous avons besoin de partenariats stables au niveau européen et international, et devons favoriser l'intégration de la société civile dans les activités de la Coopération.

Au niveau européen, nous poursuivons une approche « **Team Europe** » avec les 26 autres États membres et les institutions européennes. Il s'agit de prouver que l'Europe est capable d'organiser une aide rapide, efficace, coordonnée et conjointe.

Le Luxembourg s'engage pour une aide au développement européenne, qui se focalise clairement sur la lutte contre la pauvreté. Ainsi, nous insistons sur le fait que le nouvel Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (NDICI), maintienne l'accent sur les pays qui ont les plus grands besoins, et soutienne les populations qui sont dans la plus grande nécessité. Dans cet esprit, nous devons remplir un engagement ferme pour nous assurer que les fonds destinés à la coopération au développement ne sont pas dépensés pour la gestion de la migration.

Nous espérons aussi que l'accord Post-Cotonou, conclu entre l'UE et les 79 pays partenaires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), pourra bientôt être appliqué. Cet accord promeut entre autres les droits humains, les principes démocratiques et l'État de droit. Comme vous le savez, le Luxembourg veut agir en interlocuteur fiable qui prend en considération les inquiétudes et problèmes de ses pays partenaires.

Au niveau européen, nous nous engageons également pour une politique des droits humains ambitieuse, en particulier pour l'égalité entre les femmes et les hommes, parce que nous sommes convaincus que chaque être humain a droit au développement, selon le principe du « Ne laisser pour compte personne ».

Nous défendons également ces principes au niveau de l'**ONU**. Évidemment, les crises sanitaires et politiques, les catastrophes naturelles et les effets du réchauffement climatique ont dominé les débats au niveau multilatéral. Depuis la crise COVID, la majorité des réunions s'est déroulée en ligne, ce qui n'a pas toujours facilité la coordination et la collaboration avec nos partenaires.

Je suis d'autant plus fier du message clair que le Luxembourg a pu émettre avec la signature de nouveaux accords de partenariat pour 2021-2025, notamment le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU). Signés à l'occasion de notre entrevue en présentiel en juillet dernier, ils réitèrent nos liens avec nos partenaires de longue durée. Un peu plus tard dans l'année, un tel partenariat a été conclu, à Amman en Jordanie, avec l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour

les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees, UNRWA). Cela souligne nos ambitions au niveau multilatéral et offre aux agences la possibilité d'une meilleure planification. D'autres partenariats seront signés en fin d'année avec le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), l'Unicef et l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Permettez-moi de souligner également l'importance de ces partenariats pour un petit pays comme le Luxembourg. Contrairement aux rumeurs qui circulent dans certains milieux, nous connaissons bel et bien l'utilisation faite de nos contributions, et la manière dont ces partenariats sont structurés nous confère une visibilité et reconnaissance importante au niveau international. Il ne faut pas sous-estimer cet aspect, car le monde ne s'arrête pas à nos frontières, et si nous voulons contribuer aux débats internationaux et avoir un impact sur les décisions prises, alors nous devons également agir. Et nous y parvenons plutôt bien. « Le Luxembourg est la voix de la raison » a dit Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, lors de sa visite au Luxembourg la semaine dernière.

Il y a beaucoup d'exemples de collaboration efficace au niveau international. Un exemple est la **School Meals Coalition** qui a été lancée cette année dans le cadre du « UN Food Systems Summit » auquel le Luxembourg a adhéré. Depuis des années déjà, la Coopération luxembourgeoise finance des repas pour des écoliers dans divers pays. Actuellement, c'est le cas pour le Nicaragua. L'école n'est pas seulement un lieu de parcours scolaire et éducatif, mais joue également un rôle important dans la vie sociale des enfants. En offrant des repas à

l'école, nous soutenons toutes les familles qui luttent chaque jour pour pouvoir nourrir leurs enfants.

Via notre partenariat avec Global Partnership for Education, nous nous sommes engagés pour une éducation de base et la définition de plans d'éducation nationaux.

La Coopération au développement s'engage toujours dans le domaine de la santé, pour lequel nous avons prévu 15 % de notre aide publique au développement (APD). L'importance de l'accès aux services sanitaires essentiels, comme les vaccins contre la COVID, est devenue évidente pour tout le monde au cours des deux dernières années.

Malheureusement, la pandémie a considérablement freiné les avancées dans la lutte contre d'autres épidémies, comme le SIDA, la malaria ou la tuberculose, qui touchent particulièrement les pays en voie de développement. Les gens n'avaient plus, ou moins, accès aux médicaments et programmes de dépistages. Les jeunes femmes en sont touchées de manière disproportionnée. C'est pourquoi nous avons augmenté nos contributions dans ces domaines auprès de l'OMS et de l'ONUSIDA. Au vu de l'évolution positive du RNB, nous avons également pu augmenter nos contributions à d'autres agences onusiennes comme l'UNWRA (2 millions d'euros - annoncé hier à la réunion ministérielle pour l'UNWRA), le Fonds international de développement agricole (FIDA) (2 millions d'euros) ou encore l'Alliance du vaccin (GAVI) (avec 2 millions d'EUR, notre contribution a été doublée cette année).

Pour atteindre les communautés et populations locales avec des programmes globaux, nous avons besoin de la **société civile et des ONG**. Elles jouent un rôle essentiel dans les efforts de

la Coopération luxembourgeoise, et au Luxembourg on ne compte pas moins de 92 ONG qui ont un agrément avec le ministère des Affaires étrangères. Comme mentionné auparavant, elles mettent 17 % de nos APD en œuvre, un pourcentage augmenté volontairement au cours de l'année passée. Actuellement, le ministère finance activement dans plus de 40 pays 24 accords-cadres de développement et 96 projets qui sont mis en œuvre par 61 ONG.

Les ONG sont également des partenaires très importants pour notre engagement dans les domaines de la sensibilisation et de l'éducation au développement ici au Luxembourg, et ce, dans des sujets comme les droits humains, l'éducation et le changement climatique. Dans ce contexte, on signera 16 programmes pluriannuels et un nouveau mandat pour le Citim début 2022. Nous allons également continuer à financer une série de projets isolés. J'ai l'intention de mettre l'accent sur la sensibilisation et l'éducation au développement. Les moyens budgétaires pour ce faire seront augmentés de 2,7 millions d'euros cette année à 4 millions d'euros pour l'année 2022.

Cette année encore, la crise COVID a eu un impact considérable et nous avons accordé des réallocations, augmentations et extensions pour que les ONGD puissent soutenir leurs partenaires locaux avec des mesures contre la propagation du virus.

Je me réjouis du fait que notre approche proactive ait été mise en avant dans le récent rapport AidWatch. Le budget alloué aux ONG n'a pas diminué lors de la crise COVID, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays. Les prévisions budgétaires pour l'année 2022 sont positives, ce qui nous permet de continuer notre support pour les ONG.

Depuis janvier 2020, les ONG ont la possibilité de faire des demandes de subsides auprès du ministère pour des formations en matière de sécurité ou des équipements, afin de pouvoir ainsi garantir encore plus de sécurité à leurs partenaires sur le terrain. Pour préparer nos ONG aux diverses situations, nous avons débloqué des fonds additionnels cette année pour permettre au Cercle des ONGD d'organiser des formations de sécurité au Luxembourg.

Le Cercle des ONGD est un organe primordial pour coordonner notre collaboration avec les très nombreuses ONG, organiser des formations et déterminer les modalités pour la coopération. Je me réjouis donc de pouvoir annoncer que notre contribution au Cercle augmentera à 438.000 euros, pour qu'il puisse mettre en œuvre leur programme de travail et transposer les recommandations de l'évaluation de 2019.

Une autre collaboration importante avec le Cercle concerne la Charte contre le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels. Depuis cette année, la signature de celle-ci est obligatoire pour les ONG qui veulent être agréées. Ensemble avec le Cercle des ONGD, des formations ont été organisées pour informer les ONG de l'envergure de la charte et leur donner les bases pour qu'elles puissent mettre en œuvre la Charte contre le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels. Dans ce domaine, nous pratiquons une politique de 0 tolérance, et ces principes sont évidemment retenus dans nos accords avec agences onusiennes et LuxDev.

11) PERSPECTIVES DE LA COOPÉRATION BILATÉRALE

Mesdames et Messieurs,

La plus grande partie de la Coopération au développement luxembourgeoise est mise en œuvre bilatéralement dans nos pays partenaires. Nous avons réalisé un travail considérable sur ce plan, et je n'aurais pas le temps de tout énumérer. Je voudrais cependant partager avec vous les **principaux points et perspectives**.

Nous **maintenons notre accent** sur les pays les moins développés dans le monde et notamment sur la **région du Sahel**. La situation sécuritaire critique, l'impact du changement climatique, l'instabilité politique permanente, l'absence continue de l'État dans les zones rurales, la pression démographique, sont des facteurs qui se conditionnent mutuellement et ont un impact majeur sur la situation humanitaire au Sahel, qui continue de se détériorer.

Un effondrement de la région, comme on l'a vu en Afghanistan, serait une catastrophe, non seulement pour les 80 millions d'habitants, mais aussi pour toute l'Europe. De plus en plus de pays européens l'ont compris et renforcent leur travail de développement et leur présence au Sahel. La coordination devient donc de plus en plus importante, notamment dans le cadre de la Coalition internationale pour le Sahel, dans laquelle nous sommes très actifs. Dans ce sens, nous insistons toujours sur le fait que la réponse aux crises multidimensionnelles du Sahel ne doit pas seulement être militaire, mais doit surtout résider dans la promotion de la gouvernance des services sociaux de base. Avant tout, il est important que les pays du Sahel prennent eux-mêmes cette voie et que nous les soutenions dans cette démarche.

Au **Mali**, la situation est particulièrement compliquée et notre coopération a été marquée cette année par la situation politique dans la région. Nous n'avons plus de PIC, mais nous avons une stratégie de transition qui devrait offrir aux jeunes une perspective. C'est un facteur important dans la lutte contre la propagation du terrorisme. Avec nos partenaires internationaux, nous encourageons le gouvernement de transition du Mali à respecter les délais pour organiser des élections libres et équitables. Notre présence sur le terrain a été renforcée par une chargée d'affaires. À noter que les représentants de 2 agences onusiennes au Mali (UNPD et UNFPA) sont luxembourgeois.

Un quatrième PIC de 2022 à 2026, doté d'un budget record de près de 145 millions d'euros, nous a permis de renforcer nos liens de longue date avec le **Niger**. Bien que le Niger soit le pays le plus pauvre du monde, il résiste mieux au terrorisme que certains de ses voisins. Notre ambitieux programme a été signé lors de la visite de travail au Luxembourg du nouveau président du Niger, Mohamed Bazoum. Dans le domaine de l'eau, nous sommes chefs de file d'un programme doté de 92 millions d'euros, mis en œuvre par LuxDev. L'UE, le Danemark et les Pays-Bas y contribuent avec presque 50 millions d'euros, une preuve évidente de la confiance de nos partenaires envers la Coopération luxembourgeoise et la qualité de son travail.

Le **Burkina Faso** organise une conférence à Bruxelles les 2 et 3 décembre pour présenter son nouveau plan national de développement. Nous en profiterons pour signer un nouveau PIC avec le Burkina Faso et le soutenir dans ses efforts. Après le succès du projet pilote dans l'approche pangouvernementale avec le Cap Vert, je suis heureux que le ministère de

l'Environnement soit prêt à s'engager à nos côtés dans le nouveau PIC avec le Burkina Faso, pour fournir un soutien ciblé et complémentaire dans la lutte contre le changement climatique. Pour cette année et l'année prochaine, j'ai approuvé une contribution supplémentaire de 7 millions d'euros notamment pour augmenter notre contribution dans le secteur de l'éducation afin de garantir aux enfants concernés un accès à l'éducation, même en situation de crise. Le Luxembourg continue à assurer le rôle de chef de file dans le secteur de l'éducation au Burkina Faso.

Au **Cap Vert**, nous apportons cette année un soutien supplémentaire de 2 millions d'euros, pour répondre à l'impact négatif de la pandémie sur le marché du travail et les structures de santé. Je l'annoncerai en décembre dans le cadre d'une Commission de partenariat avec le gouvernement capverdien. Outre le Portugal, le Luxembourg reste le bailleur le plus important du Cap Vert.

Mesdames et Messieurs,

Au début de ce discours, je vous ai informés des différents problèmes auxquels nous sommes confrontés dans un certain nombre de pays où nous sommes actifs. Dans des pays comme le Nicaragua et le Myanmar, nous avons malheureusement été contraints de mettre fin à notre aide bilatérale parce que nos **principes de gouvernance et de partenariat** n'étaient plus respectés. Cela signifie que nous avons dû mener une série de **réflexions stratégiques** sur le positionnement futur de notre coopération dans différentes régions.

En **Amérique centrale**, par exemple, où le Luxembourg est présent depuis les années 1990, nous allons renforcer notre position au niveau régional. Outre le changement climatique et l'impact sanitaire et socio-économique de la COVID, c'est la dégradation de la situation des droits humains, notamment au Nicaragua, qui nous inquiète le plus, notamment parce qu'elle risque de déteindre sur plusieurs pays voisins. Notre ambassade au Nicaragua sera donc fermée et repositionnée au niveau régional, comme déjà mentionné. Il s'agit de ne pas abandonner les populations touchées et de continuer à les soutenir, notamment avec l'aide des ONG et des partenaires des Nations unies, mais aussi par des mécanismes financiers innovants et durables. Une étude a été lancée pour réorienter notre future coopération et promouvoir une intégration régionale plus inclusive et durable. Elle se concentrera sur trois domaines prioritaires, notamment dans un contexte de droits des femmes, des jeunes et des minorités: (i) l'intégration socio-économique inclusive, (ii) l'environnement durable et le changement climatique et, (iii) la défense des principes démocratiques fondamentaux et des droits humains. La Coopération Sud-Sud et triangulaire, ainsi que la coopération avec nos partenaires européens et internationaux seront également renforcées.

En **Asie**, notre coopération reste centrée sur un pays partenaire prioritaire, le **Laos**, et nous continuons à être représentés sur la base de projets au Vietnam et en Mongolie. La situation de la COVID au Laos reste alarmante et le pays est toujours en confinement, ce qui a un impact négatif sur nos programmes. Nous avons donc malheureusement dû reporter d'un an (à janvier 2023) le début de notre cinquième PIC, que j'ai signé en juillet (95 millions d'euros).

En **Mongolie**, où nous devions célébrer le 20e anniversaire de notre collaboration cette année, la pandémie COVID persiste et les restrictions y relatives ont eu un impact significatif sur la mise en œuvre de notre projet actuel dans le domaine de la télémédecine. Là aussi, il y a eu des retards et prolongations, et les nouveaux projets ne commenceront pas avant la fin mars 2022, au plus tôt.

Enfin, nous avons également lancé une étude indépendante au **Kosovo** qui devrait nous donner des pistes notre positionnement dans ce pays à l'avenir.

Mesdames et Messieurs,

En raison du retrait bilatéral du Nicaragua et du Myanmar et de l'incertitude concernant la situation future dans certains pays comme le Mali, nous avons commencé à nous repositionner en Amérique centrale et à chercher de **nouveaux pays partenaires en Afrique**. Ma visite au **Rwanda** s'est également inscrite dans ce contexte. Le Rwanda a atteint un certain niveau de développement qui nous permet d'y mettre en œuvre une nouvelle forme de coopération. Dans ce sens, j'ai signé un MoU avec le ministre des Finances pour soutenir le "Kigali International Financial Centre". Nous joignons immédiatement le geste à la parole et une délégation d'experts techniques se trouve actuellement au Luxembourg. Nous enverrons également une équipe luxembourgeoise au Kigali pour élaborer ce projet de manière concrète, mais aussi pour identifier des possibilités de coopération dans d'autres domaines. Une piste, par exemple, consiste pour nous à développer des relations avec l'alliance régionale "Smart Africa", notamment dans le cadre des compétences numériques. Nous

avons de grandes ambitions dans ce domaine, qui seront présentées lors du sommet "Transform Africa" en mai 2022.

Mais j'ai également eu, en marge de la "Semaine Africaine de la Microfinance", des discussions intéressantes avec quelques autres pays d'Afrique de l'Ouest, avec lesquels une coopération au développement serait utile, notamment pour lutter contre la pauvreté et renforcer la stabilité de la région.

Comme vous pouvez le constater, nous sommes confrontés à des changements et à de nouvelles opportunités. Nous devons nous préparer et créer davantage de synergies entre tous les acteurs de la coopération : bilatérale et multilatérale, mais aussi les ONG, le secteur privé, les universités et la recherche. Dans une approche holistique avec divers acteurs, notre agence LuxDev jouera un plus grand rôle en termes de coordination. Dans ce sens, les statuts (datant de 2004) seront révisés et je souhaite également rapprocher l'agence du ministère afin de faire face aux nouveaux défis de la coopération de manière plus cohérente et plus efficace.

12) NEXUS ET AIDE HUMANITAIRE

Mesdames et Messieurs,

La stabilité, la sécurité et les droits humains sont les pierres angulaires du développement. Les affirmations de Koffi Annan en 2005 restent d'actualité : *"Il n'y a pas de sécurité sans développement, il n'y a pas de développement sans sécurité, et il ne peut y avoir ni sécurité ni*

développement si les droits de l'Homme ne sont pas respectés". Et cette année 2021 est malheureusement une autre année marquée par des records négatifs dans ces domaines, tandis que l'aide humanitaire devient de plus en plus nécessaire dans de nombreuses régions du monde, notamment pour les personnes qui doivent quitter leur foyer parce qu'elles fuient la violence, parce qu'elles sont persécutées ou parce qu'elles n'ont plus de moyens de subsistance ou de perspectives en raison du changement climatique. Ces personnes qui vivent dans des contextes fragiles, des crises chroniques ou des zones de guerre, ou qui sont directement touchées par des catastrophes naturelles et ont tout perdu.

Les difficultés que nous connaissons actuellement dans diverses régions sont tout simplement effroyables. En raison du nombre toujours croissant de personnes touchées, l'aide d'urgence internationale, mais aussi luxembourgeoise est de plus en plus sollicitée et atteint de plus en plus ses limites.

L'Afghanistan est un bon exemple pour illustrer les exigences auxquelles sont actuellement soumis les acteurs humanitaires : l'État afghan, qui n'a que partiellement, voire pas du tout, assumé sa responsabilité de fournir des services essentiels au cours des 20 dernières années, s'est maintenant complètement effondré. Et les acteurs internationaux de l'aide au développement, qui fournissaient jusqu'à 70 % des services, ne peuvent plus opérer dans le pays pour de nombreuses raisons. Avec l'hiver qui arrive et la pénurie de nourriture, il est clair que nous sommes au bord d'une catastrophe pour l'humanité. Le système humanitaire est supposé intervenir de manière ciblée, sauver des vies, fournir les premiers secours, mais il ne peut remplacer le système social d'un pays entier.

L'instrumentalisation de l'aide humanitaire est une tendance actuelle très inquiétante. Au moment où je vous parle, des centaines de milliers de personnes dans la région du Tigré, au nord de l'Éthiopie, risquent d'être victimes d'une famine provoquée par l'homme. La pire famine de notre époque, selon l'ONU. Peu après que Martin Griffith, coordinateur humanitaire des Nations unies, a attiré l'attention sur ce fait le 29 septembre, 7 membres de haut rang des agences des Nations unies ont été expulsés du pays par le gouvernement éthiopien. L'accès humanitaire aux populations qui en ont le plus besoin a donc été rendu encore plus difficile, voire impossible. Le Tigré est aussi actuellement probablement la région de crise la plus meurtrière pour le personnel humanitaire. C'est pourquoi la communauté internationale doit travailler encore plus dur pour un cessez-le-feu imminent, afin que l'aide nécessaire et urgente puisse arriver là où elle fait défaut. Le « nexus », ce lien entre la paix, l'aide humanitaire et le développement, prend ici tout son sens.

Permettez-moi également d'aborder la crise régionale des réfugiés au Moyen-Orient. Cela fait maintenant exactement 10 ans que la guerre civile a éclaté en Syrie et déstabilise toute la région, avec les conséquences que l'on connaît. J'ai eu l'occasion de le constater par moi-même en septembre et de visiter les camps de réfugiés en Jordanie, où vivent encore aujourd'hui des centaines de milliers de réfugiés syriens - sans parler des Palestiniens. Le Luxembourg fait de son mieux pour soutenir les autorités jordaniennes et les autorités des autres pays touchés de la région dans cette situation difficile. Je voudrais souligner une fois de plus que 80 % des réfugiés dans le monde ne viennent pas jusqu'en Europe, mais restent à proximité de leur région. Le Luxembourg fait donc sa part avec l'aide de ses partenaires stratégiques, comme le Programme alimentaire mondial et le UNHCR et de nombreuses ONG

qui fournissent également un travail indispensable dans ce domaine. Nos contributions dans la région ont donc augmenté de 1 MEUR cette année, de manière à porter notre soutien en 2021 à 7,5 MEUR pour l'UNRWA et à 10,5 MEUR pour le HCR.

Face aux nombreux défis, nous avons beaucoup investi ces dernières années pour que notre aide d'urgence - je ne parle pas seulement de mon service ici, mais de tous les acteurs humanitaires luxembourgeois - puisse gagner en professionnalisme et efficacité. C'est pourquoi nous avons également élaboré cette année une nouvelle stratégie humanitaire, qui sera bientôt disponible sur notre site web.

Nos priorités et points focaux ont été plus clairement définis et nous accorderons une attention particulière à la promotion de facteurs comme l'innovation - technologique et logistique -, la transformation numérique avec le savoir-faire luxembourgeois, ainsi que le droit international humanitaire. Le but est de garantir un accès sûr et sans restriction à l'aide humanitaire et de protéger les personnes les plus vulnérables. J'ai donc augmenté le budget nécessaire pour l'aide humanitaire d'environ 11 MEUR cette année, notamment pour mieux couvrir les besoins de pays comme la Jordanie, la Syrie, le Mali, Haïti, le Soudan, l'Afghanistan et le Yémen. Et l'année prochaine, le budget humanitaire passera à un total de 60 MEUR.

13) CONCLUSION

Mesdames et Messieurs,

Pour conclure mon discours, je voudrais remercier tous ceux qui ont contribué à la Coopération au développement du Luxembourg au cours de l'année écoulée, qui n'a pas été facile. Nos nombreux partenaires, bilatéraux et multilatéraux, les ONG luxembourgeoises et locales, LuxDev et bien sûr mes équipes au sein du ministère et des ambassades. Tout le monde a fait preuve d'un grand engagement et nous avons abordé ensemble les changements et les adaptations avec compétence et professionnalisme. Cela apporte au Luxembourg une grande reconnaissance internationale. Et ce n'est pas moi qui le dis, mais ce sont nos partenaires. Je cite à nouveau Filippo Grandi, qui a déclaré à l'occasion de sa visite ici la semaine dernière : « La crise des réfugiés s'aggrave partout dans le monde, mais vous pouvez compter sur le Luxembourg. » Nos voisins de Rhénanie-Palatinat m'ont également félicité la semaine dernière pour la réputation et l'impact réel de notre coopération sur le terrain. Par conséquent, un grand bravo à tous les acteurs de la coopération.

Ensemble, nous continuerons à prendre les mesures et les réformes nécessaires pour pouvoir être un partenaire innovant et flexible, sur lequel on peut compter, mais qui fait aussi respecter ses principes. Je vois les **principales perspectives** comme suit :

- Nous continuerons à lutter contre la pandémie COVID dans le cadre de l'approche Team Europe.

- Comme indiqué lors de la COP26, notre APD sera encore davantage alignée sur l'accord de Paris sur le climat. Il s'agit notamment de renforcer notre bonne collaboration et notre coordination avec le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et le ministère des Finances, ainsi qu'avec les nombreuses parties prenantes.
- Nous continuerons à développer notre expertise et nous devons rester à la pointe de l'innovation afin de pouvoir toujours nous surpasser. Dans ce contexte, je voudrais organiser un "Innovation Summit" où nous réunirons des acteurs innovants du secteur privé, de la société civile, des agences des Nations unies et de la recherche pour discuter de nouvelles solutions qui profitent aux pays en développement.
- Dans ce sens, nous allons également forger de nouveaux partenariats et explorer des voies nouvelles et innovantes avec des pays comme le Rwanda, mais aussi d'autres partenaires en Afrique occidentale et en Amérique centrale.
- Nous continuerons à renforcer l'efficacité et la transparence de l'aide publique au développement (APD). Je m'appuie également sur notre nouveau système d'information intégré, qui progresse de manière satisfaisante.
- Enfin, les dimensions d'égalité et de genre, tout comme les droits humains seront de plus en plus intégrés dans toutes les activités de la coopération.

C'est la seule manière de parvenir à un **développement plus durable, plus résilient et plus inclusif, et de ne laisser personne de côté dans le processus.**

Je vous remercie de votre attention.